
Règlement de la consultation n°2025-25

Prestations de services d'assurance de l'ENS de Lyon

**Date limite de remise des
candidatures et offres : au
plus tard le 21/11/2025 à
12h00**

Direction des affaires
juridiques et institutionnelles

Sommaire

1. Acheteur	3
2. Objet et étendue de la consultation	3
2.1 Objet de la consultation.....	3
2.2 Procédure de passation	3
2.3 Forme du contrat - Décomposition	4
2.4 Durée – Délais d'exécution.....	4
2.5 Mode de règlement et de financement	4
3. Conditions de la consultation	5
3.1 Conditions de participation des concurrents	5
3.2 Délai de validité des offres	5
3.3 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles	5
4. Documents de la consultation.....	6
4.1 Contenu du dossier de consultation.....	6
4.2 Mise à disposition du dossier de consultation.....	6
4.3 Modification de détail au dossier de consultation.....	7
5. Présentation des candidatures et offres.....	7
5.1 Documents à produire	7
5.2 Langue et unité monétaire.....	8
5.3 Interdiction de soumissionner	8
6. Jugement des propositions.....	9
6.1 Critères de sélection des candidatures.....	9
6.2 Critères d'attribution du contrat	9
6.3 Négociation	10
6.4 Documents à produire par le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le contrat	10
6.5 Signature du contrat.....	11
7. Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	11
7.1 Transmission électronique.....	11
7.2 Présentation des dossiers et format des fichiers.....	11
7.3 Date limite de remise des plis - Horodatage	12
7.4 Copie de sauvegarde	12
7.5 Antivirus	13
8. Renseignements complémentaires.....	13
8.1 Demande de renseignements	13
8.2 Communications et échanges d'informations pendant la consultation	13
8.3 Voies et délais de recours	14
8.4 Suite donnée à la consultation	14
8.5 Documents complémentaires	14
8.6 Information sur le Règlement Général sur la Protection des données Personnelles 14	
9. Liste des annexes	14

1. Acheteur

Pouvoir adjudicateur – Souscripteur : École Normale Supérieure (ENS) de Lyon

SIRET : 130 008 121 00019

15, Parvis René Descartes – BP 7000 - 69342 LYON Cedex 07

Représentée par Monsieur Emmanuel Trizac, Président de l'ENS de Lyon

Direction des Affaires Financières – Service Achats / Marchés

Tel : 04 37 37 66 08

Profil d'acheteur : PLACE – plateforme des achats de l'État :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Assistant à la passation du marché public d'assurance

CABINET AFC CONSULTANTS

« Le concorde » 345 Rue Pierre Seghers 84000 AVIGNON

2. Objet et étendue de la consultation

2.1 Objet de la consultation

La présente consultation concerne :

La souscription et la gestion de contrats d'assurances de l'ENS de Lyon

Caractéristiques techniques : Les spécifications techniques sont précisées dans le CCTP relatif au lot.

À titre indicatif, les prestations seront exécutées à partir du 01/01/2026.

Nomenclature CPV : La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Références à la nomenclature européenne (CPV)
Générale : 66510000-8 Services d'assurance
Lot n° 1 n° 66515200-5 Services d'assurance de biens
Lot n° 2 n° 66516000-0 Services d'assurance responsabilité civile
Lot n° 3 n° 66514110-0 Services d'assurance de véhicules à moteur

2.2 Procédure de passation

Le contrat est passé par **procédure formalisée d'appel d'offres ouvert** en application des articles L2124-1, L.2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

2.3 Forme du contrat - Décomposition

La consultation donnera lieu à un marché ordinaire.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ni phases.

Le contrat est décomposé en lots comme suit :

Objet	
Lot 1	Dommages aux biens
Lot 2	Responsabilité civile générale
Lot 3	Flotte automobile

Chaque lot fera l'objet d'un contrat séparé. Les opérateurs économiques peuvent candidater à un seul lot, plusieurs lots ou tous les lots. Ils doivent présenter une offre distincte pour chaque lot auxquels ils répondent. Chacun de ces lots peut être attribué ensemble ou séparément.

2.4 Durée – Délais d'exécution

La durée du contrat est précisée au CCAP.

2.5 Mode de règlement et de financement

2.5.1 Paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées par virement administratif dans un délai global de 30 jours à compter de la réception de la facture.

2.5.2 Avance

Les primes d'assurance étant payées d'avance, la notion d'avance au sens des marchés publics ne s'applique pas pour le présent contrat. En effet, en application de l'article 3.1°.j) de l'arrêté du 12 mars 2020¹, les cotisations et primes d'assurance font l'objet d'une procédure de service fait présumé.

Il est convenu que le paiement d'avance des primes d'assurance prévu à l'article L.113-3 du code des assurances n'est pas considérée comme étant une avance.

2.5.3 Financement

Fonds européens : oui/non

¹ Arrêté CPAB1932853A du 12 mars 2020 relatif à la procédure de service fait présumé mise en œuvre par les ordonnateurs de l'Etat en application de l'article 31 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

3. Conditions de la consultation

3.1 Conditions de participation des concurrents

Le recours à la technique de la co-assurance est admis ; il est à ce propos précisé que l'opérateur désigné dans l'acte d'engagement est le mandataire de l'ensemble des co-assureurs vis-à-vis de l'acheteur.

Les opérateurs économiques peuvent se porter candidats individuellement ou sous forme de groupement. Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même contrat.

Forme juridique que devra revêtir le groupement après attribution : pas de forme imposée.

Il est interdit aux opérateurs économiques de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

3.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

3.3 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

3.3.1 Prestation supplémentaire éventuelle

Chaque opérateur économique doit présenter une offre entièrement conforme à la solution de base. De plus, pour les lots suivants, les soumissionnaires peuvent répondre à la (aux) prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) suivante(s) :

- **Lot n° 2 :** PSE n° 1 : indemnités contractuelles au profit des membres du Conseil d'administration et des instances collégiales
PSE n°2 : Assistance / Rapatriement
- **Lot n° 3 :** PSE n° 1 : Préposés en mission.

La réponse aux prestations supplémentaires éventuelles est facultative. **L'acheteur se réserve le choix de les retenir ou non.**

3.3.2 Variante autorisée

En application de l'article R2151-8 du code de la commande publique, les soumissionnaires ont la faculté de présenter en annexe des variantes aux dispositions facultatives mais sous réserve qu'elles répondent au minimum à l'offre de base.

Les variantes à l'initiative du soumissionnaire sont autorisées dans les conditions suivantes :

Exigences minimales que les variantes autorisées doivent respecter :

L'ensemble des dispositions de l'acte d'engagement, du CCAP, précisées comme telles au CCTP (spécifications qui correspondent à l'offre de base) et les dispositions d'ordre public du code des assurances est intangible.

Modalités de présentation des variantes autorisées :

Les soumissionnaires qui présentent des variantes doivent également remettre une offre pour la solution de base. Le soumissionnaire doit présenter un acte d'engagement pour l'offre de base et autant d'annexe « variante » à l'acte d'engagement que de variantes présentées.

4. Documents de la consultation

4.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- L'avis de marché ;
- Le présent règlement de la consultation et ses annexes ;
- L'acte d'engagement (AE) relatif au lot ;
- Annexe à l'acte d'engagement gestion de contrat relative au lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) relatif au lot.

Il appartient aux opérateurs économiques de vérifier la composition de leur dossier. Aucune réclamation ou prorogation de délai ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

L'ensemble de ces documents (Règlement de consultation, CCAP, CCTP et AE) sont au sens du Code de la Propriété Intellectuelle la propriété exclusive de la SARL AFC Consultants.

Aucune reproduction, utilisation ou réutilisation, même partielle, en dehors de la présente procédure de consultation ne peut être effectuée sans l'autorisation préalable et écrite des représentants légaux de la SARL AFC Consultants.

En cas de non-respect, la SARL AFC Consultants se réserve la possibilité d'engager tout recours qu'elle jugera utile pour faire valoir ses droits.

4.2 Mise à disposition du dossier de consultation

Le dossier de consultation est disponible gratuitement sur le profil d'acheteur de l'ENS de Lyon PLACE (Plateforme des achats de l'État) à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Aucune demande d'envoi du dossier de consultation sur support physique électronique n'est autorisée.

Il est recommandé aux opérateurs économiques de s'authentifier et d'indiquer une adresse mail valide permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

4.3 Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de remise des propositions des modifications de détail sur le dossier de consultation. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'acheteur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Dans le cas où le soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il devra en remettre une nouvelle, sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limites de réception des propositions.

Si pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5. Présentation des candidatures et offres

5.1 Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque opérateur économique comprendra les pièces suivantes :

5.1.1 Au titre de la candidature

Ces documents serviront à l'appréciation de la recevabilité de la candidature :

Document	Descriptif
DC1 (*)	Une lettre de candidature – désignation du mandataire par ses co-traitants » imprimé du ministère de l'économie et des finances – Direction des Affaires Juridiques DC1 (*) (ou engagement équivalent), dûment complétée. En cas de groupement un seul document est à remettre pour l'ensemble des membres
DC2 (*)	La "déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement" imprimé du ministère de l'économie et des finances – Direction des Affaires Juridiques DC2 (*) (ou engagement équivalent) dûment complétée. Le candidat devra compléter l'ensemble des rubriques, à l'exception des rubriques C2 (marché réservé) et I (MDS) et y indiquer : En cas de groupement chaque membre doit fournir ce document
Attestation / Pouvoir / mandat	Pour les intermédiaires en assurance : l'attestation d'inscription à l'ORIAS, Le pouvoir de la personne habilitée à engager la Société portant le risque, ou, s'il s'agit d'un Agent Général, une copie de son mandat

(*) Ces documents sont joints en annexe du présent document

5.1.2 Au titre de l'offre :

La signature des documents constitutifs de l'offre initiale est facultative

Le soumissionnaire doit présenter une offre distincte pour chaque lot auquel il répond.

Document	Descriptif
AE	L'acte d'engagement (A.E.) relatif au lot à compléter et dater
Annexe gestion de contrat	L'annexe gestion de contrat relative au lot à compléter
CG	Les conditions générales qui seront applicables au contrat
Annexe réserves/variante	S'il y a lieu une annexe précisant de façon exhaustive les réserves ou variantes aux spécifications du CCTP
CS	S'il y a lieu, les conventions spéciales qui seront applicables au contrat
MT	Un mémoire technique de gestion présentant les modalités de gestion du contrat et des sinistres et les éventuels services complémentaires que le titulaire est en mesure d'apporter à l'acheteur

5.2 Langue et unité monétaire

Les propositions doivent être entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

5.3 Interdiction de soumissionner

Conformément à l'article R2144-7 du code de la commande publique les candidats se trouvant dans un cas d'exclusion de la procédure de passation voient leurs candidatures déclarées irrecevables et sont éliminés.

Les cas d'exclusion de la procédure de passation sont prévus aux articles L2141-1 à L2141-5 (exclusion de plein droit) et L2141-7 à L2141-11 (exclusion à l'appréciation de l'acheteur) du code de la commande publique.

En cas d'exclusion prévus aux articles L2141-1 à L2141-5 (exclusion de plein droit), l'opérateur économique est automatiquement exclu de la procédure sauf si l'acheteur :

- Fait application des dispositions de l'article L2141-6 du code de la commande publique ;
- Ou, en application de l'article L2141-6-1, estime que l'opérateur économique se trouvant dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1, L. 2141-4 et L. 2141-5 lui a fourni les preuves suffisantes justifiant qu'il a pris des mesures de nature à démontrer sa fiabilité.

En cas d'exclusions prévus aux articles L2141-7 à L2141-11 (exclusion à l'appréciation de l'acheteur) l'opérateur économique est exclu si, à la demande de l'acheteur, il n'apporte pas tous les éléments de preuve permettant d'établir sa fiabilité, et le cas échéant que sa participation à la procédure de passation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement des candidats.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure de passation, placé dans l'un des cas d'exclusion, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

En application des dispositions de l'article R2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur ne peut exiger que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation.

6. Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et dans les conditions prévues aux articles R2144-1 à R2144-7 et R2152-1 à R2152-13 du code de la commande publique et suivantes :

6.1 Critères de sélection des candidatures

Les candidatures seront appréciées au regard de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et des capacités économique et financière ou techniques et professionnelles du candidat.

Le marché est réservé aux entreprises d'assurances et personnes habilitées à présenter des opérations d'assurances en vertu des articles L 310-1 et suivants et L.511-1 et suivants du code des assurances.

6.2 Critères d'attribution du contrat

Les critères retenus sont pondérés de la manière suivante :

Critère / pondération	Complément
Prix (40 %)	Apprécié au regard des conditions financières
Valeur technique (60%)	Basées sur le respect optimal des conditions définies sur les cahiers des clauses techniques particulières et l'annexe technique de gestion des assurances

L'offre la mieux classée sera retenue.

Les notes seront déterminées de la manière suivante :

- **Valeur technique : (CT).**

Il est précisé aux candidats qu'une note **NT** sur 10 sera attribuée en fonction des propositions qui seront faites dans l'offre.

Les propositions acceptant l'intégralité des dispositions facultatives du CCTP et délivrant des conditions de gestion optimales se verront attribuer la note de 10/10.

Inversement, les offres s'en éloignant ou ne délivrant pas des conditions de gestion suffisantes se verront retirer des points techniques en fonction de l'importance des observations formulées.

- **Prix / Conditions financières : (CP).**

La note **NP**, correspondant au critère conditions financières, sera proportionnelle au prix proposé par le candidat. Le meilleur prix se verra attribuer la note la plus élevée, soit 10.

Les notes seront ensuite dégressives proportionnellement à l'offre la plus basse, selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Offre la plus basse}}{\text{Offre analysée}} \times 10$$

Offre analysée

Note globale :

La note globale (N) du soumissionnaire est égale à la somme des produits des notes attribuées multipliées par les coefficients correspondants :

$$N = (NT \times CT) + (NP \times CP)$$

NOTA : En cas d'égalité des soumissionnaires sur la note globale, l'offre retenue sera l'offre ayant obtenu la meilleure note sur le critère de la valeur technique.

6.3 Négociation

Conformément à l'article R2161-5 du code de la commande publique, il ne peut pas y avoir de négociation avec les soumissionnaires. Il est seulement possible de leur demander de préciser la teneur de leur offre.

6.4 Documents à produire par le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le contrat

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le contrat recevra un mail de la plateforme en ligne qui collecte, pour le compte de l'acheteur, les pièces nécessaires à l'attribution du contrat. Ces pièces doivent être déposées gracieusement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/fr/>

Les pièces à produire dans les délais précisés sont les moyens de preuve justifiant qu'il n'est pas dans un cas d'exclusion de la procédure de passation prévus aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique à savoir :

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.
- Les pièces mentionnées aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail.
- Un extrait du registre pertinent (tel que K, K-bis, D1).
- Si le soumissionnaire est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Si le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le contrat ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

NB : Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit (article R2143-13 du code de la commande publique).

6.5 Signature du contrat

En fin de procédure, l'acheteur transformera l'offre électronique du soumissionnaire retenu en offre papier, ce qui donnera lieu à la signature manuscrite par les parties :

- **De l'acte d'engagement** (à signer par chaque membre du groupement ou par le mandataire accompagné des pouvoirs des co-traitants) et ses annexes

Les autres pièces n'ont pas besoin d'être signées.

7. Conditions d'envoi ou de remise des plis

7.1 Transmission électronique

Les plis contenant les candidatures et offres seront obligatoirement transmis par voie électronique via la plateforme de dématérialisation (profil acheteur) PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> .

Les opérateurs économiques trouvent sur cette plateforme plusieurs documents et informations dans la rubrique « aide » de PLACE :

- Guides d'utilisation téléchargeable afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance en ligne ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Outils informatiques...

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque opérateur économique. Les opérateurs économiques sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé à l'opérateur économique par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

7.2 Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt , .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

L'opérateur économique ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

Le soumissionnaire ne doit pas utiliser certains outils (macros), et ne doit pas chiffrer (crypter) sa candidature et son offre,

Le soumissionnaire doit faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soient pas trop volumineuses.

7.3 Date limite de remise des plis - Horodatage

Les date et heure limites de remise des plis sont précisées en page de garde du présent document. En cas de discordance entre la date en page de garde et celle de l'avis de marché, la date limite de remise des propositions retenue est celle de l'avis précité, si elle est postérieure à celle du présent règlement de la consultation.

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limites fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limites de remise des plis peuvent être modifiées.

En cas de remise de plusieurs plis, seul le dernier réceptionné dans les délais sera pris en compte. Aussi il convient d'insérer dans vos envois successifs tous les documents.

7.4 Copie de sauvegarde

Conformément aux dispositions de l'article R2132-11 du code de la commande publique, l'opérateur économique peut faire parvenir à l'acheteur une copie de sauvegarde des documents transmis par voie électronique dans les délais impartis pour la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être faite sur un support papier ou sur un support physique électronique. **La copie de sauvegarde par voie électronique n'est pas autorisée par l'acheteur.**

La copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique, doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

**Copie de sauvegarde – NE PAS OUVRIR – Consultation n°2025-25 – Lot à préciser –
Nom ou dénomination du candidat**

La copie de sauvegarde devra être remise par pli recommandé avec avis de réception à l'adresse suivante :

École Normale Supérieure de Lyon
Direction des Affaires Financières – Service Achats / Marchés
15, parvis René Descartes – BP 7000
69342 LYON Cedex 07

Aucun dépôt par porteur contre récépissé (dans les bureaux de l'ENS) ne sera accepté.

7.5 Antivirus

L'opérateur économique doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de la candidature et de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Dans ces conditions, il est conseillé aux opérateurs économiques de soumettre leurs documents à un anti-virus avant transmission.

8. Renseignements complémentaires

8.1 Demande de renseignements

Au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de remise des plis, les opérateurs économiques ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'acheteur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Une réponse sera alors adressée, par courriel via la plateforme de dématérialisation, à tous les opérateurs économiques ayant téléchargé le dossier après identification sur la plateforme des achats de l'État, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des candidatures / offres.

8.2 Communications et échanges d'informations pendant la consultation

L'opérateur économique est informé que toutes les communications et tous les échanges d'informations sont effectués via le profil d'acheteur en utilisant l'adresse mail que l'opérateur économique a lui-même indiqué.

Aussi l'opérateur économique est invité à s'assurer que les messages envoyés par la Plateforme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

8.3 Voies et délais de recours

8.3.1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Lyon

Adresse : 184, rue Duguesclin - 69003 Lyon (France)

Téléphone : 04 78 14 10 10

Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Site : <http://lyon.tribunal-administratif.fr/>

8.3.2 Introduction des recours

Se référer aux articles L551-1 et suivants, L551-13 et suivants et R421-1 du Code de Justice Administrative et à la décision du Conseil d'état n°358994 du 04/04/2014 (Département du Tarn et Garonne).

8.4 Suite donnée à la consultation

Conformément à l'article R. 2185-1 du code de la commande publique, l'acheteur peut à tout moment déclarer la présente procédure de consultation sans suite.

8.5 Documents complémentaires

Sans objet.

8.6 Information sur le Règlement Général sur la Protection des données Personnelles

Les candidats s'assurent du respect de la réglementation liée au traitement des données personnelles et s'engagent à fournir l'identité et les coordonnées de leur délégué à la protection des données personnelles.

9. Liste des annexes

Annexe 1 : DC1

Annexe 2 : DC2